

« **NON** au 19 Mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenues à votre attention :

AVANT PROPOS : ■ **HONNEURS A NOS SOLDATS** ■

Le lundi 9 décembre 2013, peu avant minuit, une section de la force SANGARIS est prise à partie, à très courte distance, lors d'une patrouille dans Bangui. Durant l'échange de tirs, les parachutistes ont été grièvement blessés :

-LE QUINIO Antoine - 1^{ère} Classe,

-VOKAER Nicolas – 1^{ère} Classe

Ils ont été immédiatement pris en charge par leurs camarades, avant d'être évacués vers l'antenne chirurgicale avancée sur l'aéroport de M'Poko, où ils sont décédés des suites de leurs blessures. Ces soldats sont deux premiers militaires français à mourir au combat depuis le lancement de l'opération SANGARIS en République Centrafricaine.



■ Né le 10 mai 1991 à Angers (49), le soldat de première classe **Antoine LE QUINIO** aura servi la France durant plus de deux ans.

A 20 ans, le 4 juillet 2011, après avoir obtenu son baccalauréat option pilotage des systèmes de production automatisée, il souscrit pour cinq ans un contrat d'engagé volontaire de l'armée de Terre au Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) d'Angers (49). Le 3 novembre 2011, il rejoint le 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (81) et suit sa formation initiale pour une durée de 6 mois. Le 24 février 2012, il y obtient son brevet parachutiste.

Le 3 mai 2012, il est élevé à la distinction de soldat de première classe et est affecté à la 1^{ère} compagnie de combat du 8^{ème} RPIMa. Engagé discipliné et volontaire, il y occupe la fonction d'aide tireur ERYX et obtient le 26 février 2012 son certificat technique élémentaire (CTE) « combat débarqué » dans le domaine combat de l'infanterie. De décembre à mars 2013, il est désigné pour participer à l'opération BOALI 31 en République Centrafricaine en qualité d'aide tireur ERYX.

Motivé et dynamique, il s'est particulièrement distingué par son professionnalisme tout au long de la mission. Il obtient une lettre de félicitation collective pour la qualité des services rendus. Sachant tirer profit des acquis de sa mission, parachutiste charismatique et robuste, il confirme à son retour son très fort potentiel. Le soldat de 1^{re} classe LE QUINIO était engagé en qualité d'aide tireur ERYX au Gabon avec sa compagnie depuis le 17 octobre 2013.

Déployé en République Centrafricaine suite au déclenchement de l'alerte GUEPARD, le 5 décembre 2013, il prend part à l'opération SANGARIS. Le soldat de 1^{re} classe Antoine LE QUINIO était titulaire de la médaille d'outre-mer avec agrafe RCA. Le marsouin parachutiste de 1^{re} classe Antoine LE QUINIO était célibataire, sans enfant. Agé de 22 ans, il a été tué dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.

■ Né le 11 juillet 1990 à Tremblay en France (93), le soldat de première classe **Nicolas VOKAER** aura servi la France durant plus de deux ans.

A 21 ans, le 6 juin 2011, après avoir obtenu son brevet d'études professionnelles option vente action marchande, il souscrit pour trois ans un contrat d'engagé volontaire de l'armée de Terre au Centre d'information et de

recrutement des forces armées (CIRFA) de Noisy le Sec (93). Ce même jour, il rejoint le 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (81) et suit sa formation initiale pour une durée de 6 mois durant laquelle, remarqué par sa hiérarchie, il fait preuve d'un fort potentiel et de prédispositions pour le métier des armes. Le 6 décembre 2011, il est élevé à la distinction de soldat de première classe et est affecté à la 1^{ère} compagnie de combat du 8^{ème} RPIMa. La même année, il obtient le brevet parachutiste à Pau. Motivé, discipliné et volontaire, il y occupe la fonction de tireur spécialiste appui direct. Le 29 juin 2012, il obtient son certificat technique élémentaire (CTE) « voltige » dans le domaine combat de l'infanterie.

De décembre 2012 à mars 2013, il est désigné pour participer à l'opération BOALI 31 en République Centrafricaine en qualité de tireur spécialiste appui direct. Assidu et dynamique, il s'est particulièrement distingué par son professionnalisme tout au long de la mission. Il obtient une lettre de félicitation collective pour la qualité des services rendus. A son retour, il reprend les activités permettant d'entretenir et d'affiner ses savoir-faire. Cette période permet de confirmer ses qualités de soldat et de frère d'armes. Il venait de signer un nouveau contrat de deux ans. Le soldat de 1^{re} classe Nicolas VOKAER était engagé avec sa compagnie en qualité de tireur appui direct au Gabon depuis le 17 octobre 2013.

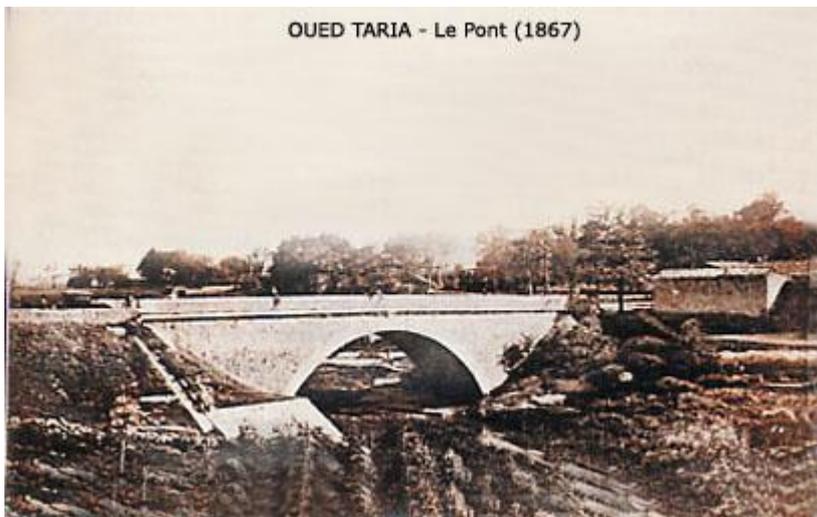
Déployé en République Centrafricaine suite au déclenchement de l'alerte GUEPARD, le 5 décembre 2013, il prend part à l'opération SANGARIS. Le soldat de première classe Nicolas VOKAER était titulaire de la médaille d'outre-mer agrafe Centrafrique et de la médaille de bronze de la défense nationale. Le marsouin parachutiste de 1^{re} classe Nicolas VOKAER était célibataire, sans enfant. Agé de 23 ans, il a été tué dans l'accomplissement de sa mission au service de la France.

1/ La ville d'OUED-TARIA

Dans l'Ouest Algérie, en Oranie, située au sud et 32 km de Mascara sur la RN 6 qui reliait Oran à Colomb-Bechar.



C'est en 1860 que le Génie, qui construit une route de MASCARA à SAICLA, installe caravansérail sur la rive droite de l'oued TRAIRIA (orthographe de l'époque). Cet oued prend sa source à 50 Km environ du point où il coupe la route, et coule dans une direction générale de l'Est à l'Ouest.



L'eau est peu salubre et son débit moyen est de 1 m³ seconde mais ne descend jamais en dessous de 0,2 m³. La route franchit la rivière à environ 33 km de MASCARA et 40 de SAÏDA. C'est parce que les convois charretiers ont de grandes difficultés à traverser la rivière à gué que le Génie, sous les ordres du commandant BONGARCON entreprend de construire un pont à cet emplacement. C'est ouvrage est en pierres d'une seule arche ayant 25 mètres d'envergure, et la chaussée se trouvant à 13 mètres au dessus du niveau de l'eau, fait environ 6 mètres de large, à laquelle viendront se rajouter, beaucoup plus tard, deux trottoirs.

Une maison cantonnière :

Les Ponts et Chaussées, travaillant en collaboration avec le Génie, achètent le 11 avril 1864 au sieur Si-EL-ZIL-OIULD-DJELLOUL un terrain pour la construction d'une maison cantonnière avec puits. La maison cantonnière est le premier édifice du village, et sera toujours connue sous ce nom là.



Mais déjà une animation s'établit autour du caravansérail qui abrite l'Armée, les services topographiques, les ponts et chaussées et sert de gîte aux convois de passage. Certains, pour le plupart des militaires démobilisés, s'installent comme commerçants, et l'on voit des auberges florissantes sous des toiles de tentes. D'autres, plus aventureux, traitent directement avec les indigènes l'achat de terres, et commencent à défricher, à pratiquer l'élevage, ou à acheter ou transporter l'alfa. Monsieur CONEMALE sera l'un d'eux ceux-là, et l'on peut considérer qu'il est le premier propriétaire de l'Oued Taria.

La commission des centres, constatant l'animation croissante de ce lieu, se réunit le 13 Mars 1872 sous la présidence du général CERESZ, commandant la subdivision de MASCARA, et décide de soumettre un projet de création d'un hameau routier portant le nom d'OUED-TARIA. Ce centre se situerait sur le versant Sud de la rivière, le long de la route et aurait une superficie de 500 hectares environs. Ainsi établi le territoire du village portera à la fois sur la tribu des BENI MERIANI TAHTA celles des ZOOUA et celles des OULEDS ABBAD. Le centre urbain comprendrait 21 lots de 15 ares environ chacun. Quatre lots seraient réservés pour la construction de l'église, l'école, le presbytère, et plus tard la gendarmerie. L'alimentation en eau potable se ferait par puits à creuser au centre du village, et il serait construit un abreuvoir et un lavoir sous le pont. Des plantations comprendraient des rangées d'eucalyptus le long de la route. Après rapport de la direction d'ORAN le projet est transmis au Gouverneur général de l'Algérie. Celui-ci par un arrêté du 25 Mai 1872, et signé du Vice Amiral de GUEYDON, décide officiellement la création du centre, approuve les actes d'acquisitions de terrains au nombre de 45.

ALSACIENS-LORRAINS :

Avec l'arrivée des Alsaciens-Lorrains, expatriés pour demeurer Français, c'est véritablement le démarrage de la colonisation. Un état de peuplement du 7 juin 1873 fait apparaître l'installation de 20 familles dont 11

d'Alsaciens-Lorrains. Ceux-ci seront les véritables pionniers du village. Les ponts et chaussées, aidés par le Génie et les disciplinaires, entreprennent de construire les édifices publics :

- Les rues empierrées comprenant la rue principale et des rues transversales,
- Une chapelle de 70 m² et attenant à la chapelle la sacristie, l'école, la mairie et le logement de l'instituteur composés chacun d'une pièce.(Toute cette construction formera plus tard les logements des instituteurs),
- Un bassin filtre alimentant un abreuvoir,
- Un puits au centre du village,
- Des plantations diverses de platanes, acacias, mûriers, ormes et peupliers représentant 372 arbres,

Le coût total s'élevait à : 112.250 francs répartis :

- Achat terrains = 22.000 francs
- Montant pour les constructions = 90.250 francs



Mais déjà la vie s'organise dans le village, et un embryon d'administration se met en place. Pierre DESBORDES assumera de 1873 à 1880 la fonction d'adjoint spécial. Libéré après 14 ans d'armée, il s'est installé au village comme aubergiste. Pendant son mandat il s'occupe avec impartialité des concessions à accorder aux premiers colons. Le dynamisme de la population, fait que l'Administration dote le village d'un communal qui porte la superficie totale à 812 ha. On y comptait au dernier recensement de 1880 : 139 Français, 49 Israélites, 36 Indigènes, 95 Européens (Espagnols pour la plupart) soit en tout 319 âmes. Remarquons ici le chiffre élevé des israélites et cela seul nous indiquera que TARIA est un point, qui par sa situation à une importance commerciale bien acquise. Si l'activité principale est la culture, il y a aussi plusieurs industriels qui se livrent au commerce de l'alfa.

Grands Travaux :

Le moment des grands travaux est alors venu. Afin de constituer en terres irrigables une partie de son territoire au moyen des eaux de l'Oued, il est nécessaire de remonter jusqu'à environ 7 km et d'établir en ce point un barrage. Ainsi seront constitués des lots de jardins à l'Est du village en direction de BENIAN qui deviendront une

véritable oasis de verdure, de légumes et de fruits. Qui ne se souvient des pastèques de ZOUZOUNE, des tomates de BERRA ou des oranges de JULLIE ?

A la même époque l'agrandissement de la commune se fera par le rattachement de 1050 ha constitués par GIIERD – JOUM. SOUK ET BARBATA ET BENIAN.

Commune de plein exercice

Pierre Nouven se bat depuis longtemps pour que le centre devienne « commune de plein exercice ». Ce sera chose faite en 1903 et le premier scrutin ayant lieu, tout naturellement, Pierre Nouven est élu maire.



En 1920, Auguste Salvat est élu maire. La commune lui doit la construction de l'hôpital, du Monument aux Morts et l'agrandissement définitif de la ville.



[Avenue de la Gare]

Le village n'a cessé de s'agrandir, grâce au travail de ses élus et au dynamisme de ses habitants. Depuis la création, le gros problème a été l'alimentation en eau potable. En effet, la prospérité du village est maintes fois éprouvée par de nombreux cas de maladies attribués à l'usage de l'eau de la rivière imparfaitement filtrée. Le 16 août 1904 sera inauguré enfin le château d'eau. Si en 1922, le territoire de la commune ne comprend que 3 179 hectares, il sera porté à près de 10 000 hectares par le rattachement des terres dites de la côte rouge, des Ouled Cherif, Ouled Moussa, Ouled Ali Ben Aïssa, et surtout Ouizert.

La plus grande partie de ces terres est ensemencée de céréales (blé tendre, orge et blé dur) produisant parfois d'abondantes récoltes, ou provoquant le désespoir des propriétaires les années de sécheresse. On y cultive aussi avec beaucoup de réussite l'olivier dont les récoltes sont vendues aux Huileries de Perrégaux ou de Relizane. Mais le fleuron de l'agriculture restera certainement la vigne. La qualité et l'abondance des récoltes, obligera les colons à se grouper en coopérative, et à construire une cave en 1932.

DEMOGRAPHIE :

Année 1958 = 3.826 habitants

MONUMENT AUX MORTS

48 sur 2000 habitants ont donné leur vie pour la défense de la France (14-18 et 39/45)



Synthèse réalisée grâce à de nombreux documents visualisés sur le Web

ET si vous souhaitez en savoir plus sur OUED TARIA cliquez SVP sur l'un de ces liens :

http://encyclopedie-afn.org/Oued_Taria_-_Ville

<http://www.youtube.com/watch?v=8puZ4dfS5so>

http://www.zohramalji.fr/wordpress/?attachment_id=5803

<http://www.mekerra.fr/images/alsaciens/alsaciens-lorrains-emigration.pdf>

<http://biblio.univ-alger.dz/jspui/bitstream/1635/12353/1/Output.pdf>

<http://www.denisdar.com/index.php?rub=photos&cat=4>

2/ Liste des barrages en Algérie édifiés par la France :

L'Oeuvre française : L'œuvre accomplie en Algérie en matière d'hydraulique ne peut être appréciée dans toute son ampleur qu'en considération de la situation du pays en 1830 au moment où les premiers Français débarquaient à Sidi-Féruch : un Tell marécageux infesté par la malaria ne permettant que quelques maigres récoltes, des Hauts-Plateaux nus et arides parcourus par des tribus nomades tirant quelques ressources d'un élevage ovin pratiqué dans des conditions pénibles et incertaines. Cette situation résultait, en l'absence de toute œuvre humaine, des conditions géographiques du pays.

Des considérations qui précèdent on peut dire de l'eau en Algérie qu'elle est la meilleure et la pire des choses. La pire des choses, par l'action néfaste qu'elle mène en montagne (érosion des pentes) et dans les plaines (exhaussement des champs d'épandage sur lesquels les oueds changent leurs cours) en provoquant l'inondation et le marais.

La meilleure, lorsque, domestiquée et retenue en grande quantité, elle transforme de vastes étendues de terres incultes en opulents vergers.

<u>Barrage</u>	<u>Date mise en eau</u>	<u>Capacité (Mm3)</u>
BAKHADDA	1963	56
BENI BAHDEL	1952	63
BOUGHEZOUL	1934	55
BOU HANIFIA	1948	73
CHEURFAS	1892	106
ERRAGUENE	1961	200
FOUM EL GUEISS	1939	3
FOUM GHERZA	1950	47
GHRIB	1939	280
HAMIZ	1935	21
IGHIL EMDA	1953	155
KSOB	1939	50
MEFROUCH	1963	15
MEURAD	1860	1
MILOK	1936	Irrigation de 8 ha
OUED FODDA	1932	228
SARNO	1954	22
ZARDEZAS	1953	34

Etant donné l'irrégularité des débits des rivières, il était normal de songer à régulariser ces dernières au moyen de barrages-réservoirs. De premières tentatives courageuses avaient été faites dans le passé. Mais les techniques n'étaient pas encore au point et les moyens de travail étaient insuffisants si bien qu'il ne reste que peu de choses de ce premier effort.

Le programme dit de 1920 a constitué une oeuvre remarquable : Les barrages de Béni-Bahdel, de Bou-Hanifia, de Bakhadda, de l'Oued-Fodda, du Ghrib, du Ksob, des Zardézas et de Foutu-el-Gueiss constituent un ensemble remarquable, qui a augmenté considérablement le potentiel économique de l'Algérie grâce à la législation spéciale sur l'exploitation en vue de l'irrigation (décret-loi du 30 octobre 1935).

Ces différents ouvrages emmagasinent au total un cube voisin de 750 millions de m³, régularisent un débit annuel de 500 millions de m³ et permettent l'irrigation de 140.000 hectares de bonnes terres.

Dès la fin de la dernière guerre, l'Algérie d'alors s'est engagée courageusement dans un programme nouveau : Le barrage de Foug-el-Gherza, près de Biskra, destiné surtout à rénover des palmeraies déperissantes, est pratiquement achevé, et l'on poursuit la construction de celui du Sarno, affluent de la Mékerra destiné à sauver et à améliorer les irrigations de St-Denis-du-Sig, très mal assurées par le vieil ouvrage des Cheurfas, presque complètement envasé.

Sur le plan économique ces travaux présentent un intérêt tout particulier pour la culture des céréales en pays aride. Pour l'aménagement du pâturage ovin dans les Hauts-Plateaux et pour la production dattière dans les zones sahariennes.

Les réalisations les plus spectaculaires dans ce domaine sont : le barrage d'inféro-flux de Tadjemout (400 l/s), le grand barrage d'épandage d'El-Fatah près de Laghouat.

Les grands forages artésiens de Zelfana et de Guerrara, les puits de pompage du M'zab, les centaines de milliers d'hectares accessibles à la pâture grâce à un bon réseau de points d'eau sûrs et sains.

Algérie : documents algériens Série économique : hydraulique n°78 – 12 mai 1951

3/ Général d'armée Paul Grossin

Paul Grossin est né le 1^{er} janvier 1901 à Oran et décédé le 24 janvier 1990 à Paris. C'était un officier de l'armée française, qui finit sa carrière ayant atteint le grade de général d'armée.



De 1957 à 1962 - pendant la Guerre d'Algérie - il dirigea les services secrets français, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

Enfance et débuts dans l'Armée

Paul Grossin naît à Oran le 1^{er} janvier 1901. Au gré des affectations de son père, Officier d'infanterie, il passe sa jeunesse à Oran d'abord, puis – après un bref séjour de deux ans en métropole à Auxerre – à Casablanca. Après la Première Guerre mondiale, il poursuit sa scolarité au lycée Chaptal à Paris, où il passe un bac ès sciences.

Il fait son service militaire pendant deux ans au Maroc dans le Génie, puis se rengage pour deux années supplémentaires avant de réussir en 1925 le concours d'entrée de l'École militaire du Génie, à Versailles.

Il en sort comme officier d'active en 1927 et est affecté quelques années dans les troupes d'occupation en Allemagne, avant de retrouver le Maroc en 1930 pour une affectation à la frontière Algéro-marocaine.

Nommé capitaine en 1932, il est affecté à Versailles puis à Paris. Il est nommé chef de bataillon en 1939, juste avant le début de la guerre.

Seconde Guerre mondiale

Pendant la drôle de guerre, de septembre 1939 à mai 1940, le commandant Grossin est affecté à l'état-major de la [[V^e Armée française|V^e Armée]] dont le commandement est situé en Alsace, à Wangenbourg. Le chef d'état major est le général de Lattre, que Grossin apprécie, et le commandant des chars, le colonel de Gaulle. Les deux hommes font connaissance, car Grossin fournit à de Gaulle le carburant dont ce dernier a besoin pour l'entraînement de ses chars. En mai 1940, la déferlante allemande est fulgurante, mais la V^e Armée s'illustre par quelques faits d'armes, notamment dans les combats menés par la 4^e division cuirassée de réserve, commandée par de Gaulle, comme celui de Montcornet où pendant quelques jours les panzers de Guderian seront tenus en échec par les chars français.

Grossin est fait prisonnier fin juin 1940 dans les Vosges. En août de la même année, il parvient à s'évader d'Allemagne, et rejoint Alger.

Résistance et Forces françaises libres

Il intègre en novembre le [[19^e régiment de Génie]], de l'Armée d'Afrique, à Hussein-Dey.

Le 14 janvier 1941, il épouse Hélène Rieffel, fonctionnaire au ministère de l'agriculture. Il participe avec sa femme à la création du mouvement de résistance Combat, avec le professeur René Capitant, futur garde des sceaux de De Gaulle. Cet activisme lui vaut d'être rayé des cadres de l'armée par le gouvernement de Vichy en décembre 1941.

Au sein de la résistance, il prépare alors le débarquement allié en Algérie. Le 8 novembre 1942, les alliés sont à Alger et neutralisent – avec l'appui des résistants français, dont les membres du réseau Combat – les forces armées vichystes commandées par l'amiral Darlan et le général Juin.

Grossin intègre alors les Forces françaises libres (1^e DFL) en Afrique du Nord, et y est nommé lieutenant-colonel. Avec de Lattre, qui a rejoint Alger en 1943, ils préparent le débarquement de Provence en août 1944, et la campagne de France jusqu'à la victoire.

Cercles du pouvoir

Entre-temps, Grossin – qui a été nommé colonel – est rentré en métropole en septembre 1944. Il y est successivement en 1945-1946 chef adjoint du cabinet militaire du ministre de la Guerre, chef du cabinet militaire du général de Gaulle, alors président du Gouvernement provisoire de la République française (c'est l'époque à laquelle il est nommé général de brigade), commandant militaire du palais de l'Assemblée nationale puis chef du cabinet militaire du sous-secrétaire d'État à la Guerre. C'est aussi à ce moment qu'il s'inscrit au parti socialiste (SFIO), ce dont il ne fait pas mystère, pas plus que de son appartenance à la franc-maçonnerie (il est adhérent au Grand Orient de France). Ces réseaux n'ont sans doute pas peu joué quand en janvier 1947, le président Vincent Auriol, fraîchement élu, l'appelle comme secrétaire général militaire de l'Élysée, où il va rester pendant toute la durée du septennat.

À ce poste de confiance, Grossin est aux premières loges pour tout ce qui touche aux questions militaires : il aura notamment à gérer la question du réarmement français après la guerre, et surtout la guerre d'Indochine entre 1946 et 1954.

Après le départ d'Auriol, il passe quelque temps en 1954 comme inspecteur général adjoint du Génie, avant d'être nommé en 1955 commandant de la IX^e région militaire à Marseille. Il représente la France au mariage du prince Rainier de Monaco et de Grace Kelly, le 19 avril 1956... en compagnie de François Mitterrand, ministre d'État et garde des sceaux. Mais il s'ennuie à ce poste, aussi est-il parallèlement chargé de mission auprès du gouvernement de Guy Mollet, alors président du Conseil, pour des sujets relatifs à l'actualité militaire, comme la guerre d'Algérie, commencée depuis novembre 1954, ou encore la crise du canal de Suez en octobre 1956, qui déconsidère durablement la France et le Royaume-Uni obligés de céder à la pression américaine.

Patron des services secrets

Alors qu'il a atteint le sommet de la hiérarchie militaire avec sa nomination comme général d'armée en décembre 1956, c'est en septembre 1957 que le président du Conseil, Maurice Bourgès-Maunoury, le nomme directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), autrement dit les services secrets français.

À ce poste, le général Grossin va être unanimement reconnu comme un grand patron, et respecté par tous, ses collaborateurs et ses pairs (Allen Dulles, directeur de la CIA, l'appréciait notamment beaucoup). Serviteur de

l'État avant tout, son habileté politique est grande, servie par son expérience à l'Élysée et sa connaissance des réseaux d'influence, socialistes et francs-maçons. Énergique et d'une humeur toujours égale, c'est un personnage volontiers truculent et rabelaisien, qui marque tous ceux qui l'approchent. Son premier travail va consister à réorganiser les services pour les replacer sous la dépendance de la seule présidence du Conseil... tâche difficile en cette période trouble de la fin de la IV^e République.

En mai 1958, l'insurrection à Alger provoque le retour au pouvoir du général de Gaulle, d'abord comme président du Conseil, puis comme premier président de la V^e République. Le SDECE garde sa neutralité et s'adapte à l'alternance, peut être facilitée par le fait que de Gaulle et Grossin se connaissent depuis 1939. De Gaulle va d'ailleurs très vite s'intéresser aux services secrets et va souhaiter les voir plus puissants pour mieux les utiliser dans sa politique extérieure, mais aussi intérieure. Michel Debré, premier ministre à partir de janvier 1959, va utiliser son conseiller chargé des questions de sécurité, Constantin Melnik, pour assurer l'interface avec Grossin et ses services. Pendant trois ans, les sujets de travail vont être nombreux. On peut particulièrement retenir les suivants.

La réorganisation du SDECE se poursuit, que ce soit par l'attention particulière portée sur le recrutement et la formation (Grossin échouera néanmoins dans son souhait de création d'une école de renseignement), dans la remilitarisation des services qui comportent trop de civils (sur environ 1700 agents, la proportion de civils s'inversera, passant de 60 % à 40 %), ou encore dans la coopération avec des cadres civils ou des hauts fonctionnaires, ou enfin avec la clarification des différentes entités des services, et de leurs rôles : service de renseignement (SR), contre-espionnage (CE) et service action (SA) avec le 11^e Bataillon de parachutistes de choc (le 11^{ème} Choc).

La guerre froide bat son plein et l'affrontement entre les deux blocs se durcit. La lutte anti-communiste passe aussi par le soutien de l'Église du silence dans les pays de l'Est (Pologne notamment) auquel le SDECE va se trouver mêlé. À cette occasion et en contrepartie, la France va utiliser les réseaux d'influence du Vatican, particulièrement à l'ONU, pour l'aider dans sa politique de décolonisation progressive ou encore dans son rapprochement avec l'Allemagne, qui va triompher dans la solennelle réconciliation entre de Gaulle et Adenauer. Le SDECE utilise les services de Jean Violet, avocat d'affaires, ainsi que ceux du père Dubois, dominicain, tous deux très introduits au Vatican et proches du cardinal Eugène Tisserant. Le général Grossin est membre d'une association confidentielle, Sint unum, à laquelle adhère son homologue allemand, le général Reinhard Gehlen. Tous ces services rendus vaudront d'ailleurs à Grossin d'être décoré par le pape Jean-Paul II en personne au début de son pontificat.

La décolonisation occupe aussi beaucoup les services secrets. Que ce soit en Guinée où Ahmed Sékou Touré se positionne comme le chef de l'indépendance africaine et où le général Grossin s'implique personnellement dans une opération de déstabilisation financière du jeune pays en l'inondant de fausse monnaie, ou au Cameroun où le SDECE fait assassiner le chef des rebelles hostiles à l'influence de l'ancien colonisateur, Félix-Roland Moumié. Dans une quinzaine de pays africains, des postes de liaison et de renseignement sont créés par Maurice Robert, responsable de la cellule Afrique du SDECE, ils contribueront puissamment au maintien des liens privilégiés avec la France. Le SDECE y joue un rôle de premier plan et chaque semaine, le général Grossin fait le point avec Jacques Foccart, éminence grise de l'Élysée, chargée des affaires africaines.

Guerre d'Algérie

Mais le principal sujet de préoccupation va être la guerre d'Algérie. Porté au pouvoir par la crise algérienne, de Gaulle va peu à peu mettre en œuvre sa politique d'indépendance, non sans mal et sans drame. Il faut d'abord poursuivre la lutte contre le FLN algérien, en Algérie comme en métropole. Le trafic d'armes qui alimente le FLN est particulièrement visé, et les porteurs de valise sont traqués... et parfois éliminés physiquement ! Pour couvrir ces opérations « homos » (c'est-à-dire homicides), une organisation terroriste fictive est créée par le SDECE, la « Main rouge », qui revendique les attentats perpétrés, y compris à l'étranger (Allemagne, Suisse et Belgique notamment). Le général Grossin s'opposera cependant toujours à tuer des citoyens français : c'est ainsi qu'il aurait refusé d'éliminer l'avocat Jacques Vergès activiste pro FLN que le pouvoir aurait voulu voir disparaître.

Les intentions de De Gaulle se précisant, l'OAS fait son apparition à partir de 1961. C'est aussi l'année du putsch des généraux en Algérie : Grossin et le SDECE fournissent au gouvernement les informations montrant que la rébellion est insuffisamment préparée et qui mettent en exergue la faiblesse des moyens dont disposent les putschistes (dont les communications sont interceptées et retranscrites). La lutte contre l'OAS va en revanche être beaucoup plus mollement soutenue par Grossin, qui compte beaucoup de connaissances parmi les officiers ayant basculé dans l'illégalité. Bien que les faits soient controversés et difficiles à cerner, il semble qu'une aide officieuse et discrète ait été apportée à certains soldats perdus de l'OAS, comme par exemple le colonel Antoine Argoud que le SDECE aurait aidé à quitter l'Algérie après le putsch d'avril. À l'inverse, le SDECE aurait lutté contre les barbouzes de De Gaulle, de Pierre Lemarchand et de Roger Frey (ministre de l'Intérieur) : alors qu'une perquisition était menée par la PJ au siège des services secrets – une première dans leur histoire ! – pour

rechercher certains documents qui auraient pu compromettre le SDECE dans son rôle, le général Grossin y assista en grand uniforme pour montrer sa réprobation face à cet acte contraire à toute tradition.

Retraite

En janvier 1962, le général Grossin, atteint par la limite d'âge de son grade, est débarqué de son poste, contre l'avis de Debré et de Melnik, qui se retrouvent un peu plus isolés face au problème algérien (le gouvernement Debré ne se prolongera d'ailleurs que de quelques mois, jusqu'en avril). De Gaulle avait besoin d'hommes sûrs pour terminer ce qu'il avait commencé (les accords d'Évian seront signés en mars, et l'indépendance algérienne proclamée en juillet) : la direction du SDECE est confiée au général Paul Jacquier, un proche de Foccart.

Grand commis de l'État, le général Grossin se voit confier des mandats de président ou d'administrateur de diverses sociétés publiques, principalement dans le secteur des travaux publics, sans doute en raison de sa formation initiale d'officier du Génie. Parmi ces mandats, il faut relever la présidence de l'autoroute Esterel – Côte d'Azur (1963-1974), et les postes d'administrateur de Scétauroute (bureau d'études de génie civil) et du fonds d'investissement Sequana. Un de ses derniers rôles est sans doute celui d'administrateur de la société IOMIC, liée au scandale des « avions renifleurs » sous le septennat de Giscard d'Estaing en 1976-1977 et auquel était lié Me Violet...

Retiré à Neuilly/Seine, le général Grossin décède le 24 janvier 1990, âgé de 89 ans, alors qu'il était hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Paris. Ses obsèques seront célébrées en grande pompe aux Invalides, au cours d'une cérémonie religieuse à laquelle participeront le ministre, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le gouverneur militaire de Paris et de nombreux autres officiers généraux.

4/ Les bidonvilles grignotent de plus en plus d'espace à ALGER

<http://www.algerie-focus.com/blog/2013/12/les-bidonvilles-grignotent-de-plus-en-plus-despace-a-alger/>

Environ 60.000 habitations précaires ceinturent la commune d'Alger seule. Sur le pied de guerre, le nouveau wali veut éradiquer les bidonvilles.

Le nouveau wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, multiplie les sorties sur le terrain. D'après ses déclarations, il est clair que l'aménagement des espaces publics et l'élimination de l'habitat précaires sont parmi ses priorités. Oui, le wali d'Alger veut en finir avec les bidonvilles, qui pullulent dans la capitale. Ainsi, ce lundi, à l'occasion d'une réunion qu'il a tenu avec les élus de l'APW d'Alger, il a révélé que la ville d'Alger compte environ 60.000 habitations précaires. "Selon les premières statistiques à ma disposition, il y a environ 60.000 habitations précaires à Alger", a-t-il déclaré, dans des propos repris par l'APS. "Ces statistiques, appelées à être précisées, concernent le nombre des familles occupant les baraques, les caves et les terrasses des immeubles", a-t-il encore ajouté. Un chiffre très élevé étant donné qu'il correspond aux limites de la commune d'Alger et non à celle de la wilaya en entier.

Pour supprimer les bidonvilles d'Alger, le wali compte sur les programmes de construction de logements, qui sont en cours. A cet effet, il a annoncé que 20.000 logements, de type social, sont "prêts" à être loués. 50.000 autres sont en cours de construction. Si l'on se fit à ces chiffres, les bidonvilles disparaîtraient dans très peu de temps.

Zones d'ombre dans l'attribution de logements sociaux

Mais encore faut-il que ces nouveaux logements soient destinés à ceux qui en ont vraiment besoin. Il y a plusieurs semaines, les responsables de la wilaya d'Alger avaient annoncé que ces 20 000 logements seront distribués avant la fin de l'année. Mais, après le départ de l'ancien wali, son successeur a décidé de geler le travail accompli jusque-là, estimant qu'il faut d'abord procéder à des enquêtes minutieuses afin que la distribution de logements sociaux ne provoque pas une vague de contestation.

5/ Antoine Glaser sur RFI : «La France est rattrapée par l'histoire africaine»

Journaliste, écrivain, spécialiste de l'Afrique, Antoine Glaser a longtemps été rédacteur en chef de *La Lettre du continent*, un bulletin d'information qui s'intéresse spécialement à l'Afrique et à ses hommes d'influence. Il est le coauteur, avec Stephen Smith, du livre *Comment la France a perdu l'Afrique* (Calmann-Lévy, 2005).



RFI : La Françafrique, c'est fini, dit-on à Paris. Mais avec ce genre de grand-messe, la France et les pays africains se sont-ils vraiment affranchis de leurs vieilles relations ?

Antoine Glaser : Pas réellement. On a l'impression qu'en fait la France est rattrapée par son histoire et particulièrement par l'histoire africaine. C'est assez impressionnant et fascinant de voir que finalement n'importe quel responsable politique français, de droite comme de gauche, une fois installé à l'Élysée, prend la mesure que c'est sur l'Afrique qu'il pourra faire la différence vis-à-vis de ses grands partenaires internationaux.

C'est assez étonnant de voir François Hollande affirmer que la France est une puissance mondiale. Certes, c'en est une, en raison de la puissance nucléaire qu'elle représente. Mais aussi bien sûr, on sent qu'il s'est totalement investi sur les dossiers africains.

N'aurait-il pas mieux valu, pour la France, ouvrir ce sommet à ses partenaires au sein de l'Europe ? Ça a déjà été le cas par le passé. On avait vu Angela Merkel se rendre à des sommets France-Afrique.

Angela Merkel était venue au sommet France-Afrique de Cannes. Elle était aux côtés de Jacques Chirac. Mais en même temps, c'est vrai aussi qu'on voit bien que parmi les partenaires européennes de la France, chacun reste dans son pré-carré.

Les Angolais désormais s'occupent du Portugal puisque l'Angola est quasiment plus riche que le Portugal. Les Anglais sont intervenus en Sierra Leone quand il y avait un problème. On a l'impression finalement que tout le monde accepte le fait que la France reste dans son pré-carré.

Même s'il y a un habillage onusien. Lorsque la France affirme intervenir avec un mandat des Nations unies, c'est elle, en effet qui, en aval et en amont, prépare les résolutions. Donc franchement, c'est la France qui, avant d'être à la manœuvre sur le plan militaire, l'est auparavant sur le plan diplomatique. Et c'est une diplomatie d'influence. On a l'impression que c'est communément admis, d'ailleurs. Vous n'entendez absolument pas, par exemple sur la crise centrafricaine, David Cameron ou Angela Merkel, ni qui que ce soit finalement, qui s'exprime sur les conflits en Afrique, à l'exception de la France....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'article : <http://www.rfi.fr/afrique/20131208-antoine-glaser-rfi-va-decider-intervention-tel-tel-pays>

6/ Boualem Sansal : Tout est remarquable dans le prix littéraire Jean ZAY

D'abord l'homme dont il porte le nom, Jean Zay, membre du Parti radical à 21 ans, ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement du Front populaire à 32, officier volontaire et courageux dans l'armée française face à l'envahisseur allemand, arrêté et condamné à la déportation à vie alors qu'avec Mendès-France et plusieurs hauts responsables du Front populaire, il tentait de rejoindre l'Afrique du Nord. Il est assassiné en 1944 à la suite d'une campagne orchestrée par le gouvernement de Vichy, qui réclamait la mort du juif Jean Zay, franc-maçon, anti-hitlérien, anti-munichois, ministre du Front populaire. Son corps sera retrouvé en 1945 dans un puits dans une carrière désaffectée.

Il l'est aussi par son jury composé de personnalités prestigieuses, dont son président d'honneur, Jean-Michel Baylet, Président du Parti Radical de Gauche et sa présidente, Nine Moati, une romancière de grande qualité,

dont on a pu dire qu'elle était "**la plus orientale des parisiennes**". Le regretté et très attachant Antoine Veil en était une figure importante. Le prix a été institué en 2005 par le Parti radical de gauche.

Il l'est par son objectif, la mise en valeur de livres promouvant les valeurs républicaines et la laïcité, cette extraordinaire avancée de la République française.

Il l'est par la qualité des auteurs qui l'ont reçu, Gérard Unger, Caroline Fourest, Eric Roussel, Stéphane Hessel, Alain-Gérard Slama, Pierre Joxe, Pierre Nora, Jacques Julliard.

Il l'est enfin par le lieu où se déroule la cérémonie de remise du prix: le Sénat, ce haut-lieu de la démocratie française.

Au regard de cela, on ne peut qu'être fier de recevoir un tel prix.

Et fier, je le suis d'autant que je me reconnais pleinement dans la philosophie qui a présidé à la création du prix et anime son jury : les valeurs républicaines, la démocratie, la laïcité. Tous mes livres poussent dans ce sens mais en l'occurrence dans "Gouverner au nom d'Allah" primé par le jury Jean Zay je le fais en appelant au rejet total et sans détour de ce qui aujourd'hui constitue pour ces valeurs un danger mortel imminent: l'islamisme...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.huffingtonpost.fr/boualem-sansal/prix-jean-zay-prix-du-roman-arabe-b-4417406.html?utm_hp_ref=france

7/ Une heure contre l'Humanité sur RMC signée Éric Brunet

<http://www.humanite.fr/medias/une-heure-contre-l-humanite-sur-rmc-signee-eric-br-554992>

Apostrophe. **Éric Brunet** se définit comme un **réac et fier de l'être, c'est son droit**. Il pensait que son héros Sarkozy allait gagner en 2012, il s'est trompé. Il présente, chaque jour de 13 heures à 14 heures sur RMC, *Carrément Brunet*, où il donne libre cours à son credo réactionnaire. Il ne se dit pas ou plus journaliste mais polémiste, ajoutons tendance poujadiste.

Il défend l'artisan et la PME en s'appuyant sur l'aile droite du Medef, si tant est qu'il y ait une aile gauche. L'homme a micro sur rue à RMC dans le groupe NextRadioTV d'Alain Weill (BFMTV). La radio s'est fait une spécialité d'ouvrir l'antenne aux « grandes gueules ». Ça ne plane pas haut. **Hier, sa cible, c'était l'Humanité. Une heure à se demander si le gouvernement doit aider ce journal. Notre journal, Monsieur Brunet !** Le 3 décembre, sur proposition du gouvernement, les députés ont en effet adopté un amendement au projet de loi de finances rectificative pour 2013, un article additionnel prévoyant l'annulation d'une dette de 4 millions d'euros. Il s'agit des créances d'un prêt accordé en 2002, alors que l'Humanité était au bord de la **cessation de paiement**. « Moi, contribuable, je refuse de payer la **dette du journal l'Humanité** », lance Éric Brunet, garant de l'argent public, qui prend à témoin ses auditeurs qu'il exhorte à s'indigner sur ce qu'il appelle une dette fiscale alors que « les patrons des PME sont asphyxiés ». Il prend à partie les députés qui ont osé, accuse Hollande dans la foulée. Se demande pourquoi, alors qu'« on parle beaucoup de Mandela », trop sans doute pour lui, que l'on ne consacre pas plus de place à ce cadeau fait à « un journal dont plus personne ne veut », selon ses mots. Il en appelle aux contribuables, vitupère, exhorte et, dit-il, se fait un plaisir personnel pour rappeler que le « 5 mars 1953, l'Humanité a titré sur la mort de Staline ». C'était le lendemain, mais passons, encore que Brunet présente aussi sur France 3, chaîne publique, une émission d'histoire...

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude Rosso

